



MOUVEMENT CITOYEN FINI KODÉ

Déclaration MCFK.2014/07/03

Déclaration du Mouvement Citoyen Fini Kodé relative à la concertation des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC.

Le 27 juin 2014, en marge de la 23ème session ordinaire du Sommet de l'Union Africaine à Malabo en Guinée Équatoriale, s'est tenue une concertation des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) à l'effet d'évaluer la situation politique, sécuritaire et humanitaire en République Centrafricaine. Sans l'avis de Mme Catherine SAMBA-PANZA, présidente centrafricaine de la transition et porte-voix du peuple centrafricain tout entier, les chefs d'État et de gouvernement ont imposé d'une manière péremptoire des décisions cyniques sur la destinée et la survie de notre chère patrie.

Des directives relatives à la formation d'un nouveau gouvernement inclusif avec soit la nomination d'un premier ministre issu des rangs de la coalition Séléka, soit la nomination de deux(2) vices premiers ministres dont l'un reviendrait à l'ex coalition Séléka dissoute et l'autre aux Antibalakas. Il a été décrété également à huis clos de l'organisation d'un futur dialogue politique inclusif qui se tiendra à Brazzaville avec la participation des organisations criminelles connues.

Le Mouvement Citoyen Fini kodé (MCFK) dénonce fermement et qualifie de scandaleux ce mépris ouvertement affiché du peuple centrafricain par les chefs d'Etats de la CEMAC à travers la mise à l'écart et l'humiliation perpétré à l'encontre de sa plus haute représentante, pourtant officiellement invitée par le Secrétaire Général de la CEEAC à prendre part à ce mini-sommet. Attirons l'attention des chefs d'Etats que la République centrafricaine ne peut pas se faire sans les centrafricains, à moins que cette feuille de route par sa confondante légèreté ne soit que le « cache sexe » d'un agenda encore non révélé pour exclure les centrafricains de toutes décisions sur leur pays.

Le Mouvement Citoyen Fini Kodé rappelle à tous que la république centrafricaine est une république laïque, une et indivisible, non confessionnelle par conséquent un gouvernement ne peut se constituer ni sur des bases confessionnelles ni sur des bases ethniques mais sur celles de la compétence et du mérite.

Notre mouvement condamne d'une manière ferme toute tentative d'imposer aux centrafricains dans le futur gouvernement ceux qui ont été hier et sont encore aujourd'hui leurs bourreaux alors que les traumatismes et les cicatrices de leurs actes sont encore béants. Car, imposer des hommes qui ont, de près ou de loin, contribué à la déconfiture de la nation

centrafricaine, c'est mettre en berne des initiatives du gouvernement centrafricain, l'apport d'expertises et de savoir-faire d'éminentes institutions, des partenaires au développement, et de la société civile centrafricaine, qui s'attèlent à organiser un véritable dialogue entre fils et filles de Centrafrique.

Par ailleurs, le Mouvement Citoyen Fini Kodé affiche ouvertement son désaccord à l'organisation du dialogue inclusif à Brazzaville. Tout dialogue, quelque soit sa nature, Si dialogue il y'a, doit se tenir sur le territoire national avec tous les centrafricains à l'exception de tous ceux qui ont posé des actes criminels et qui doivent d'abord en rendre compte à la justice pour se repentir avant de pouvoir s'asseoir avec leurs victimes autour d'une même table.

Le Mouvement Citoyen Fini Kodé déclare son désaccord total aux diktats des chefs d'Etat réunis à Malabo et invite toutes les forces vives de la nation à s'unir pour faire échec à ce énième complot contre le peuple centrafricain.

Bangui, le 04 juin 2014

Pour le bureau exécutif

Franck SARAGBA